



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETE N° 189 /DDPP/12
portant bénéfice d'antériorité

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite



VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 514-1 ;

VU le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté d'autorisation du 10 février 2005 modifié par l'arrêté du 31 octobre 2007 réglementant les activités exercées par la société RDS sur le territoire de la commune d'ANDREZIEUX-BOUTHEON – ZI les Vollons II ;

VU le courrier de l'exploitant du 30 mars 2011 actualisant sa situation administrative au regard des nouvelles rubriques des installations ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 24 avril 2012, établi au vu des documents transmis par l'exploitant et des modifications de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement introduites par le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 ;

CONSIDERANT qu'il convient, au vu des éléments ci-dessus, de régulariser la situation administrative de l'installation sus-visée ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations ;

ARRETE

Le tableau des installations classées de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 10 février 2005 modifié par arrêté du 31 octobre 2007 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Nature des activités	Volumes d'activité	A, E, D, NC
2712	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, La surface étant supérieure à 50 m ²	Surface 1 500 m ²	A
2714.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Volume maximal de 1 300 m ³ · déchets en mélange non triés : 200 m ³ · déchets triés : 300 m ³ · papiers/cartons : 200 m ³ · plastiques : 200 m ³ · bois : 400 m ³	A
2718.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses	Quantité maximale de déchets : 40 t · emballages souillés : 30 t · déchets issus de la dépollution des VHU : 10 t	A

2791	Installation de traitement de déchets non dangereux	Quantité maximale de déchets traités : 30 t/j . broyage, criblage, déchiquetage pressage et cisailage de déchets industriels banals (bois, déchets verts et métaux)	A
2713.2	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux	Surface inférieure à 1000 m ²	D
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre	Volume susceptible d'être présent étant au maximum de 500 m ³	D

Article 2 – Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LYON. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 3 – Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées, et Monsieur le Maire de Andrézieux-Bouthéon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 3 MAI 2012

Pour la Préfète et par délégation
~~Pour le~~ Directeur départemental de la
protection des populations

Le Directeur Départemental
de la Protection des Populations

Didier FERRE